



HAL
open science

L'HYPER-INFLATION : STRATEGIE ECONOMIQUE DE LA JUNTE CHILIENNE

Dominique Labbé, Arturo Montès

► **To cite this version:**

Dominique Labbé, Arturo Montès. L'HYPER-INFLATION : STRATEGIE ECONOMIQUE DE LA JUNTE CHILIENNE . Revue Esprit, 1976. halshs-01730027

HAL Id: halshs-01730027

<https://shs.hal.science/halshs-01730027>

Submitted on 12 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dominique Labbé*

Arturo Montès*

* Institut d'Etudes Politiques de Grenoble
Université Pierre Mendès-France

L'HYPER-INFLATION : STRATEGIE ECONOMIQUE DE LA JUNTE CHILIENNE

Résumé

Manifestations de l'hyper-inflation au Chili depuis septembre 1973. La hausse très rapide des prix s'accompagne d'une compression de la masse monétaire, des revenus et de la consommation nationale. Elle engendre une redistribution du revenu national en faveur des détenteurs de capitaux. Le pouvoir d'achat des salariés a été amputé en moyenne des deux tiers entre septembre 1973 et septembre 1975. La consommation populaire est dramatiquement réduite. En conséquence, l'agriculture et l'industrie travaillant pour le marché intérieur subissent une crise très grave. Ainsi apparaît le nouveau visage du Chili, voulu par la dictature : un pays exportateur de matières premières et de demi-produits peuplé de masses sous-alimentées avec une classe dirigeante au mode de vie nord-américain.

Esprit, octobre 1976.

Reproduit dans *Problèmes économiques*, 1504, 5 janvier 1977

Aucun gouvernement, aussi peu démocratique soit-il, ne peut se fixer ouvertement des objectifs de ce genre : comprimer au maximum le niveau de vie du peuple, détruire le marché intérieur et étouffer les industries nationales travaillant pour ce marché, élargir l'éventail des revenus et privilégier les détenteurs du capital, accepter la division internationale du travail et spécialiser le pays dans la production de matières premières et de biens intermédiaires. Ce sont pourtant les buts que la junte chilienne s'est fixée depuis 1973. Mais ils n'ont jamais été publiquement avoués et aucune directive précise n'a été prise en ce sens. Au contraire, des déclarations nombreuses vont dans un autre sens : encourager le développement de l'économie nationale sur la base saine du respect du marché, de la libre entreprise, des intérêts du pays, etc. Comment alors réaliser la politique ci-dessus en ayant l'air de poursuivre des buts nationalistes ? Nous allons montrer qu'il existe un moyen infallible : l'hyper-inflation. Il suffit de la laisser faire (on pourra prétendre la combattre) et, le jour où elle aura produit tous les effets désirables, de la réduire considérablement pour stabiliser le nouvel équilibre.

Depuis le début du siècle, le Chili a connu une inflation rapide (environ 30 % l'an en moyenne). A partir d'août-septembre 1972, le processus s'est accéléré (on passe le cap des 100% par an) et prend une dimension sans précédent après le coup d'Etat. D'octobre à décembre 1973 les prix doublent chaque mois, traduisant à la fois l'explosion de l'inflation refoulée tant bien que mal par l'Unité populaire et la mise en place de la stratégie économique de la Junte. Tous les produits de première nécessité connaissent des hausses très fortes (supérieures à 1000 % pour le riz et la viande de bœuf, plus de 500 % sur le beurre, le poulet, le sucre ; 365% sur le pain, etc.). S'il s'était agi d'un rattrapage après la politique de blocage relatif des prix par l'UP, la période du troisième trimestre 1973 aurait amplement suffi pour rétablir l'équilibre. Or chaque mois, chaque année, l'inflation se poursuit à des taux sans précédent dans l'histoire. Les « pauses » sont à un niveau très élevé (jamais moins de 8 % par mois) et de courte durée. Vu l'ampleur du phénomène, sa durée et l'action financière de la Junte, on peut considérer que cette inflation est délibérée. En effet, malgré de nombreuses déclarations triomphalistes sur la « désinflation »¹, l'indice des prix à la consommation a augmenté de plus de 30 % pour le dernier trimestre de 1975. En janvier, février et mars 1976, la tendance annuelle reste supérieure à 200 % et le pays semble devoir vivre pendant longtemps encore dans un état d'hyper-inflation.

¹ Les « Exposiciones sobre el estado de la hacienda publica » (présentation de l'état financier du pays par le ministre des Finances) de 1973 à 1975 signalent comme objectif prioritaire, la lutte contre l'inflation et annoncent sa réduction prochaine. Pour les chiffres dont les sources ne sont pas indiquées explicitement dans ce travail, il s'agit des données officielles fournies par les organismes gouvernementaux.

En dehors des thèses « structuralistes »² pour lesquelles le Chili a été un objet de choix pendant les années soixante, les théories courantes sur l'inflation contiennent généralement trois postulats que la Junte a fait siens : le credo monétariste et les deux thèses néo-classiques de l'inflation par les coûts et par la demande. La politique économique et financière de ces trois postulats est très simple : freiner la croissance de la masse monétaire par des mesures de restriction de crédit et d'équilibre budgétaire, compression des rémunérations, de la consommation privée et publique...

L'étude de l'hyper-inflation qui sévit aujourd'hui au Chili présente donc un double avantage. Elle permet de comprendre comment le phénomène peut être « productif » en assurant une restructuration de l'économie tout en évitant d'avoir à en faire l'aveu. De plus elle fait clairement apparaître l'inanité des conceptions classiques qui ont cours encore aujourd'hui sur la hausse des prix.

I. L'INFLATION ET LE PARTAGE DU PRODUIT NATIONAL

1) La lutte autour de la monnaie

L'inflation chilienne s'accompagne effectivement d'une émission rapide. La masse monétaire est multipliée par dix entre 1969 et 1972, par 4,5, 3 et 2,7 respectivement en 1973, 1974 et 1975. La corrélation entre l'évolution de la masse monétaire et l'indice des prix semble assez nette en longue période. Ce parallélisme, courant dans l'histoire économique, inspire les explications de l'inflation par la « planche à billets ». Mais la causalité n'est pas du tout aussi évidente et rien ne permet d'affirmer que l'inflation constitue le facteur induit et la monnaie la cause. Au contraire, si -l'on se penche sur l'origine de cette création monétaire, la relation inverse apparaît plus évidente.

De façon générale, la monnaie est un moyen au service des projets d'investissement ou de consommation des agents économiques. Les entrepreneurs, les ménages peuvent arriver à en obtenir davantage en vendant plus cher leurs produits ou leur force de travail. L'Etat possède un instrument supplémentaire : il peut se procurer de la monnaie auprès de la banque centrale. Depuis trente ans, le gouvernement chilien est devenu le principal entrepreneur et surtout le premier investisseur du pays. Les avances à l'Etat représentent la principale source de l'émission monétaire, la banque centrale jouant, dans la pratique, le même rôle pour le secteur public que le système bancaire pour les entreprises privées. Ces avances ont toujours été nettement inférieures (sauf à partir de septembre 1972) aux sommes consacrées par l'Etat aux

² Selon lesquelles l'inflation renvoie à un état des structures sociales (rapport entre les divers groupes d'intérêt, etc.).

investissements dans le logement, les services publics et les entreprises dont il était propriétaire. Par conséquent, le déficit du trésor constitue simplement l'équivalent d'un « crédit à l'économie ». Le reste du déficit budgétaire est financé par le recours à l'emprunt. Sur le marché des capitaux, l'Etat se trouve nécessairement en concurrence avec les entreprises privées. Cette concurrence sur un marché trop étroit (l'épargne est assez faible) accule les entreprises à rechercher dans un accroissement de l'autofinancement les moyens nécessaires pour leur fonctionnement. La hausse des prix représente le chemin le plus simple pour augmenter le profit comptable. C'est naturellement celui qui a été utilisé. Donc, l'inflation représente une épargne forcée réalisée par les entreprises et l'Etat pour amener l'investissement à un niveau qu'interdirait dans une situation de stabilité monétaire une propension à l'épargne trop faible.

Depuis septembre 1973, le problème change de physionomie. En effet, l'Etat s'est « désengagé » en particulier du secteur industriel et de la construction (voir plus loin), sa participation en valeur relative dans l'investissement brut a nettement diminué. Les avances de la banque centrale au trésor public qui avaient encore été à la source des neufs dixièmes de la création monétaire en 1974 disparaissent au début 1975 et le compte du trésor auprès de la banque centrale devient positif. De même, depuis septembre 1973, les crédits à l'économie progressent moins vite que la masse monétaire qui se trouve gonflée par des mouvements de changes obtenus grâce à une politique de sous-évaluation constante de la monnaie nationale. Pourtant l'inflation continue à battre des records (1974 : 376 % ; 1975 : 345 %) et les prix à la consommation augmentent beaucoup plus rapidement que la masse monétaire, faisant ainsi voler en éclats les thèses monétaires du super-ministre des finances qui depuis deux ans fixe apparemment toute son attention sur la ligne bleue des « indicateurs monétaires »³.

C'est pourquoi, en volume réel et non plus en valeur courante, la quantité de monnaie en circulation diminue rapidement (tableau I) : sur une base 100 en décembre 1972 elle est égale à 68,8 un an plus tard, à 47,8 et 40,5 en mars et en décembre 1975⁴. L'état de sur-liquidité apparent créé par une émission de signes monétaires relativement élevé cache en fait une raréfaction brutale de la monnaie. Du point de vue de la théorie classique, l'équilibre ex post doit se rétablir grâce à une vitesse de circulation plus rapide et, effectivement, les agents économiques chiliens marquent une nette préférence pour la liquidité⁵. Les prix ayant été libérés pour de nombreux produits, la majorité des entreprises peuvent maintenir leurs profits grâce à de fortes hausses. Ainsi s'explique la part minimale des crédits à l'économie dans la

³ « La cause de l'inflation ne se trouve pas dans les ajustements du taux de change (...). La cause se trouve dans les augmentations démesurées du déficit budgétaire et de la monnaie » (Id., 1974, p. 24).

⁴ Indice obtenu en affectant la masse monétaire en valeur courante de l'indice des prix à la consommation (cf. SOFOFA : « Analisis economica », janvier-mars 1975, p. 15).

⁵ La part de l'accroissement des moyens de paiement qui n'est pas affectée à l'épargne passe de 38 % début 1973 à plus de 50% en 1975.

création monétaire depuis septembre 1973. L'Etat agit de même en majorant les tarifs des services publics. Dans cette lutte pour obtenir une monnaie artificiellement raréfiée, les salariés, les détenteurs de revenus fixes sont les perdants tout désignés comme nous le verrons plus loin.

TABLEAU I — VARIATIONS COMPAREES DE LA MASSE MONETAIRE ET DES PRIX A LA CONSOMMATION

	Variation de la masse monétaire	Variation des prix à la consommation	Col. 1 / Col. 2
Sept-déc. 1973.	62,5	207,7	0,301
1974	295,5	375,9	0,786
Janv.-nov. 1975.	219,1	311,5	0,703

Source : Banque Centrale.

Par conséquent, l'hyper-inflation chilienne met en lumière les liens de causalité entre inflation et masse monétaire qui sont inverses de ce que prétend la théorie classique. La hausse des prix stimule la création de moyens de paiement. Si cette émission est trop brutalement freinée, alors l'inflation redouble.

2) Le nouveau partage du revenu national

Cette contraction du pouvoir d'achat traduit une modification du partage du revenu national. Depuis 1965, ce partage a évolué de façon constamment favorable aux salariés. D'abord lent, le mouvement s'accélère à partir de 1970 (tableau II). Il est d'autant plus rapide que les revenus mixtes (agriculteurs, commerçants, artisans...) augmentent légèrement ou se maintiennent. Par conséquent, les revenus du capital sont largement entamés. Ainsi, peut-on observer une désépargne nette des sociétés en 1972 (—11,4 milliards d'escudos). Cette tendance est renversée en 1973 (tableau II). Le retournement, obtenu en trois mois et demi, permet déjà de comprendre la vraie nature de l'inflation.

TABLEAU II — PARTAGE DU REVENU NATIONAL (%)

	1965	1969	1970	1971	1972	1973
Part des salaires et des cotisations sociales	47,8	48,6	52,3	61,7	62,3	41,6
Part des revenus de la propriété et de l'entreprise.	52,2	51,4	47,7	38,3	37,2	58,4

D'après « Cuentas Nacionales de Chile », ODEPLAN, 1975, p. 19.

Depuis le coup d'Etat la situation s'est constamment dégradée. Suivant les sources, l'appréciation de cette dégradation peut varier mais, de toutes façons, elle apparaît très sévère. Si l'on considère l'indice « sueldos y salarios » constitué à partir d'enquêtes dans l'industrie et les services et qu'on l'affecte de l'indice des prix à la consommation, on obtient une série orientée à la baisse (tableau III). Pour une base 100 en janvier 1973, l'indice en valeur réelle est au plus bas en octobre 1973 où il a perdu près des deux tiers de son pouvoir d'achat. Il se maintient en 1974 puis descend régulièrement en 1975.

TABLEAU III — EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES SUIVANT DIFFERENTES HYPOTHESES

	Pouvoir d'achat de l'indice « sueldos y salarios » (1)	Pouvoir d'achat de la masse salariale (2)	
		(3)	(4)
Jan. 73	100	100	100
Oct 73	40,1	45,3	30,8
Jan. 74	85,6	38,8	15,9
Avr. 74	69,8	63,0	27,3
Jul. 74	83,4	75,0	28,4
Oct. 74	76,6	59,5	23,3
Jan. 75	76,4	78,9	22,9
Avr. 75	59,6	53,8	18,3
Jul. 75	66,5	52,1	16,7
Oct. 75	62,5	40,4	14,1
Dec. 75	68,9		

(1) Indice « sueldos y salarios ». SOFOFA : « Analisis economico », avril-juin 1975, p. 55 et « Sintesis economica », déc. 1975.

(2) La masse salariale est calculée à partir des cotisations sociales (INE : « Sintesis estadistica », 1975, p. 2).

(3) Avec l'indice des prix à la consommation.

(4) Avec l'indice des prix de gros.

En fait, la situation est probablement beaucoup plus mauvaise car il faut tenir compte de deux facteurs qui agissent cumulativement dans le sens d'une baisse réelle supérieure :

- D'une part, l'indice des prix à la consommation a été manipulé, par le biais d'un changement d'indice, afin de masquer l'ampleur du phénomène inflationniste après le 11 septembre (en effet, dans un pays à « tradition inflationniste » comme le Chili, les salaires, traitements, retraites, loyers, etc., sont indexés). Calculés *a posteriori* les chiffres du dernier trimestre 1973 ont une faible valeur⁶. L'évolution des prix de gros est plus significative : l'indice porte sur les mêmes produits (sauf les services) et, si la pondération entre eux n'est pas identique, il évolue traditionnellement dans le même sens et au même rythme que celui des prix de détail. Or entre septembre et décembre 1973, le premier (gros) augmente deux fois

⁶ Instituto de Economia de la Universidad de Chile, « Ercilla » : 11-17 février 1976, pp. 32-33.

plus vite que le second (détail). A moins de supposer que la Junte ait décidé de bloquer les prix des services (en fait leur augmentation est plus rapide que la moyenne) ou de réduire à néant la marge des détaillants (ce que contredit toute son action), on doit bien admettre que la hausse réelle des prix dans cette période a été beaucoup plus forte et que l'indice de détail a été manipulé à des fins politiques.

- D'autre part, il faut tenir compte de la réduction de l'emploi. En effet, officiellement, le taux de chômage passe de 3,1 % en juin 1973 à 18,7 % en décembre 1975⁷. Bien sûr, cette poussée affecte surtout les ouvriers : en décembre dernier 23 % des ouvriers (contre 9,7 % d'employés) sont sans emploi selon l'institut de la statistique et 40 % d'après l'université du Chili. Si l'on raisonne alors en pouvoir d'achat moyen des salariés, c'est de plus de quinze points supplémentaires que se sont trouvées réduites leurs ressources moyennes. Pour les ouvriers, on dispose d'une estimation de la masse salariale établie à partir des cotisations aux organismes de sécurité sociale. L'évolution du pouvoir d'achat de cette masse salariale est retracée dans le tableau III. Calculée à l'aide de l'indice officiel, il évolue à peu près parallèlement à celui des « sueldos y salarios » mais à un niveau inférieur qui prouve l'action du chômage. Corrélée avec les prix de gros, la masse salariale réelle atteint des niveaux extrêmement bas.

Dans l'hypothèse la plus optimiste, on doit admettre que les ménages de salariés disposent aujourd'hui d'un pouvoir d'achat de moitié inférieur à celui d'il y a trois ans. Dans l'hypothèse la plus probable, le revenu réel des ouvriers a été amputé d'au moins les deux tiers malgré toutes les déclarations sur le « maintien du salaire minimum » : « Les rémunérations minimum ne se sont pas détériorées (...) D'autre part, comme l'ont démontré des études sur la pauvreté absolue, celle-ci n'est pas limitée aux secteurs salariés »⁸. Dans tous les cas, la fonction de l'hyper-inflation est parfaitement claire. Elle permet de comprimer les revenus du travail au plus bas niveau, réalisant ainsi à la fois une redistribution vers le haut du produit national et une épargne "forcée destinée à financer l'expansion de certaines productions de base et des industries extractives, comme nous allons le voir.

II. L'INFLATION ET LA RESTRUCTURATION DE L'ECONOMIE CHILIENNE

Cette politique implicite, dont l'inflation est, avec la répression, une arme essentielle, a deux conséquences économiques fondamentales. On peut observer une contraction sévère du marché intérieur entraînant une régression de l'industrie nationale et de l'agriculture. Par-là, le Chili trouve progressivement une place nouvelle dans la division internationale du travail.

⁷ Taux de chômage dans le grand Santiago d'après l'enquête de l'université du Chili.

⁸ J. Cauas : « Exposicion sobre... », oct. 1975, p. 13.

1) La contraction du marché

Il y a lieu de rappeler d'abord que le Chili, avec l'Argentine et l'Uruguay, a représenté en Amérique Latine un cas un peu particulier. Il produisait la majorité des biens manufacturés nécessaires au marché intérieur et même près d'un tiers de ses équipements. En 1973, l'industrie manufacturière a contribué pour 26 % au produit intérieur brut contre 10 % pour les industries extractives. Ainsi l'image d'un pays pauvre mono-producteur de cuivre était jusqu'à maintenant exagérée. Depuis la situation a évolué de façon désastreuse et, en particulier, l'activité industrielle s'est fortement contractée.

Pour une base 100 en 1969, l'indice de la production industrielle était à 109,7 au premier semestre 1973 malgré la politique de « déstabilisation » économique menée par la bourgeoisie chilienne et les compagnies internationales. Pour la moyenne des dix premiers mois de 1975, cet indice s'établissait à 84,7, enregistrant ainsi un recul de 25 % sensible dès 1974. La crise mondiale n'y est pour rien puisque ce sont les industries d'exportation qui se portent le mieux alors que s'effondrent les entreprises travaillant pour le marché intérieur. La brutale régression du pouvoir d'achat des masses trouve ici son illustration parfaite. En tenant compte de l'accroissement démographique et en prenant l'indice des ventes en volume comme indicateur de la consommation, on constate une baisse générale de 24 % par rapport à 1969 (tableau IV). Ainsi, non seulement la croissance économique de l'Unité populaire est effacée, mais, de plus, **le produit par tête est ramené à son niveau de 1961**. En déduisant les productions destinées aux marchés extérieurs (produits intermédiaires à base de cuivre, de cellulose, etc.), la baisse réelle est de 29 %. Les secteurs travaillant pour satisfaire les besoins de bien-être de la bourgeoisie résistent le mieux (biens durables, petite électronique...). La chute est la plus sensible dans les industries diverses (constructions métalliques et électriques, etc.), dans les matériaux de construction (- 44 %), dans le secteur des matériels de transport frappé par l'ouverture des frontières et la réduction de l'activité (- 30%) ainsi que dans les industries travaillant pour le marché des biens de consommation courants (- 25%). La contraction que subissent les industries fabriquant des équipements et des matériaux pour la construction s'explique par l'arrêt presque complet des mises en chantier de logements, provoqué par le désengagement de l'Etat et, pour la construction privée, par les restrictions de crédit et la montée des taux d'intérêt.

TABLEAU IV — INDICE PAR TETE DES VENTES DE PRODUITS MANUFACTURES
(1969 = 100 ; 1975 : moyenne des ventes pour janv.-oct.)

Branches	Indice (1969 = 100)	% de la VA industrielle
1. Articles de consommation courante	75,6	44,8
Alimentaires	81,0	
Textiles	60,6	
Confection	57,5	
Chaussures	56,0	
(...)		
2. Biens de consommation durable	83,0	7,0
Electroménager	66,0	
Radio, TV, etc.	100,0	
3. Matériel de transport	45,6	6,2
4. Produits intermédiaires pour l'industrie	98,2	21,0
Chimie industrielle	49,5	
Pétrole raffiné	98,9	
Métallurgie	56,3	
Métaux non ferreux	112,1	(13,1)
5. Matériaux de construction	61,7	12,5
6. Divers	56,8	8,5
Edition, imprimerie	57,7	
Caoutchouc ...	61,1	
Plastiques	47,9	
(...)		
7. Total	76,0	100,0

D'après SOFOFA : « Sintesis economica », nov. 1975, p. 10 sq

Dans l'industrie, la baisse de l'activité fait apparaître une surcapacité de production et de stockage qui représente un gaspillage de fonds fixes et une hausse des coûts unitaires. Elle est encore accusée par les « coups d'accordéon » très violents dans les ventes dus à la désorganisation des marchés et aux phénomènes de stockage et d'anticipation des hausses avant les réajustements trimestriels des revenus. Comment maintenir la marge bénéficiaire alors que les coûts unitaires augmentent si vite ? Par des augmentations encore plus fortes des prix. Bien sûr, ceci risque d'affecter la demande mais, plus le produit concerné sera de première nécessité (donc de faible élasticité-prix) plus la baisse de la consommation risquera d'être faible. Par exemple, entre janvier et décembre 1974, l'indice des prix de détail triplait, alors que pour les produits alimentaires, la hausse était de 455 % et même de 1 400 % pour la semoule, 1 200 % pour les pâtes, 1 000 % pour le pain. L'augmentation des tarifs des transports publics était supérieure à 500 %. Au contraire, le prix des conserves ne montait que

de 240 % et pourtant leurs ventes baissaient de moitié. Par conséquent, les familles devant l'amputation de leurs revenus ont sacrifié tous les produits élaborés (viandes, œufs, lait en boîte, conserves alimentaires, beurre, boissons, etc.) afin de satisfaire les besoins incompressibles à l'aide de produits médiocres, de faible valeur nutritive et dont les prix montent très rapidement (pain, margarine, huile de table, pâtes alimentaires).

Les industries nationales ont été durement touchées (tableau V). Par exemple, les fabriques de lait condensé, de fibres synthétiques et de pneumatiques ont été mises en chômage technique total en juin, juillet et août 1975. Les réductions d'horaires très nombreuses ont contribué à la diminution du pouvoir d'achat des masses, accélérant la destruction du marché national. Sauf les transports publics, l'ensemble des services est largement délaissé ; leur contribution au produit se maintenant grâce à l'élargissement des marges.

TABLEAU V — EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE QUELQUES PRODUCTIONS ENTRE JANV.-SEPT. 1973 ET JANV.-SEPT. 1975
(100 = janv.-sept. 1973)

	Janv.-sept. 1975
Lait condensé en boîte	20,2
Pneumatiques	24,2
Fibres synthétiques	30,2
Café soluble	47,8
Pâtes alimentaires	49,7
Graisse alimentaire	63,6
Huile de table	86,5
Margarine	107,0

Source : INE.

Ainsi, l'hyper-inflation n'est pas seulement une hausse des prix ; la contraction brutale du pouvoir d'achat des masses et l'hyper-inflation s'accompagnent d'une baisse de la consommation et d'une substitution croissante de produits « nobles » par des articles de qualité inférieure mais relativement moins coûteux.

Pour les observateurs, ceci a une seconde conséquence : l'indice des prix à la consommation n'a plus grande signification aujourd'hui à part pour la bourgeoisie qui a pu maintenir sa consommation antérieure calquée sur le modèle nord-américain. En revanche, l'ensemble du peuple chilien aura du mal à se reconnaître dans la structure de consommation utilisée pour cet indice : le café et le restaurant comptent pour 3,50%, les loyers seulement pour 7,88 % ; les transports égalent l'entrée au cinéma (dont la fréquentation a baissé de moitié depuis 1973) ; le pâté de foie gras y compte autant que le charbon de chauffage alors que le beurre serait consommé cent fois plus que la margarine ! De même le pain, les pâtes, la semoule et les pommes de terre occupent dans l'indice une place dérisoire (moins de 6 %) alors qu'ils sont devenus la base de la consommation populaire⁹. Tout ceci fait partie d'une manipulation aussi grossière que classique et explique pourquoi l'indice de gros (qui lui, tient

⁹) SOFOFA : « Analysis economica », 1974, pp. 60-70

compte des volumes des ventes) est un meilleur indicateur de l'inflation réelle et évolue considérablement plus vite que l'indice des prix à la consommation.

Les effets de cette austérité forcée se font également sentir sur l'agriculture. Aujourd'hui, la quasi-totalité des productions agricoles sont excédentaires alors que jusqu'en 1973 le pays devait en importer des quantités importantes. Par exemple, la consommation de céréales fut approximativement de deux millions de tonnes en 1973 ; deux ans après, elle est estimée à 1,4 million de tonnes. Soit une baisse de 30 % sur ces produits de première nécessité qui s'explique aussi par la réduction de l'aviculture et la régression à un élevage extensif. La contraction de la demande est beaucoup plus forte sur le lait, les œufs, les poulets (- deux tiers pour les trois premiers trimestres de 1975 par rapport à l'année précédente). La seule planche de salut pour toute une série de productions réside dans l'exportation ou la vente à perte. De ce point de vue, la situation est désastreuse pour le cheptel, notoirement insuffisant avant 1974. Les ventes de bovins ont été multipliées par 3,7 entre 1973 et 1975. Les vaches laitières, dont la production ne trouve plus preneurs, sont décimées (ventes multipliées par 3,5 sur la même période). La reconstitution d'un cheptel est toujours une opération longue et aléatoire et les effets « pervers » de la situation actuelle sont donc particulièrement dramatiques pour l'avenir du pays. Après le « traitement de choc » de la Junte, le Chili amaigri semble flotter dans des vêtements trop grands. Que dire d'un médecin qui propose comme seul remède d'aller chez le tailleur ?

Pour l'agriculture cette situation est aggravée par les restrictions de crédits dont le montant a été réduit de 83 % en un an. Là encore, la raréfaction de la monnaie, alliée aux bas prix que payent « les monopoles agro-industriels pour la production, font penser que le destin des paysans est de régresser au niveau de production nécessaire à leur auto-consommation ou de vendre leurs terres »¹⁰. Ainsi se trouvent réunies les conditions pour que réapparaisse la propriété latifondiaire. On peut constater de nouveau comment l'inflation et la soi-disant politique de stabilisation sont « productives ». Elles permettent, sans qu'il y ait besoin d'une action excessivement ouverte en ce sens, d'annuler les conquêtes des paysans chiliens depuis dix ans.

La même stratégie se retrouve au niveau des échanges extérieurs : réinsérer le Chili dans le marché mondial et lui donner dans la division internationale du travail une place conforme aux intérêts des pays développés centraux.

2) La nouvelle place du Chili dans la division internationale du travail

Du point de vue du commerce international, le Chili a été pendant le XX^e siècle un mono-exportateur, d'abord de salpêtre puis de cuivre. Les devises gagnées par le pays servaient pour plus de la moitié à importer des produits intermédiaires et des hydrocarbures, le reste se

¹⁰ « Ercilla » : 3 déc. 1975, p. 22. Ce journal signale que les coopératives de la réforme agraire sont démantelées et que les terres sont pour partie rendues aux latifondiaires et pour partie redistribuées par parcelles en pleine propriété aux petits paysans qui ne peuvent produire faute de capital et de crédits de campagne...

partageant en biens d'équipement (environ 25 %) et en biens de consommation surtout alimentaires (15 à 20 %). La tendance à la baisse relative du prix du cuivre sur le marché mondial a peu à peu restreint la capacité d'importation du Chili et affecté son développement économique¹¹ sans le remettre en cause tant que des pouvoirs plus ou moins nationalistes ont su protéger le marché national par la politique de « substitution des importations ».

Depuis deux ans, la situation change radicalement. Après une courte flambée spéculative, les cours du cuivre ont retrouvé des niveaux semblables à ceux de 1973 mais le poids des minerais a sensiblement diminué dans les exportations (de 90 % à moins de 70 % en 1975). En effet, la destruction du marché intérieur pousse l'agriculture « moderne » et l'industrie à rechercher des débouchés à l'extérieur. Entre 1973 et 1975, les ventes à l'étranger de produits de la terre et de la mer étaient multipliées par 3,8 et celles de l'industrie par 6,25. La croissance est surtout sensible pour les industries alimentaires (820 %), la chimie (970 %), les produits de la métallurgie et de l'industrie métallique et électrique (1 300 %). Ensemble les exportations « non traditionnelles » représentaient en 1975 plus de 30 % des ventes extérieures contre moins de 10 % en 1973.

Mais, comme nous l'avons déjà montré, ce surplus exporté ne correspond pas à un accroissement de la production. Il est dégagé par l'effondrement du marché intérieur. De plus, le pays n'en retire aucun bénéfice (sauf dans une perspective étroitement mercantiliste). En effet, malgré la diminution des coûts salariaux, les prix de revient restent supérieurs en moyenne à ceux du marché mondial et la compétitivité des produits nationaux ne peut être maintenue qu'à l'aide d'une sous-évaluation de la monnaie. Depuis septembre 1973, l'escudo puis le peso sont constamment dévalués, dans des proportions toujours plus grandes que la hausse des prix intérieurs, et ceci même en considérant l'indice des prix de gros (tableau VI).

TABLEAU VI - EVOLUTION DU COURS DU DOLLAR US DEPUIS LE COUP D'ETAT (AOUT 1973 = 100)

	Janv. 74	Juill. 74	Janv. 75	Juill. 75	Nov. 75
Cours du dollar commercial (\$)	501	1 068	2576	7215	10000
Indice des prix à la consommation (IPC)	277	665	1318	3412	4541
\$ / IPC %	181	161	195	212	220

Source : Banque Centrale.

D'un côté, les importations sont rendues plus difficiles et plus coûteuses : ainsi s'instaure un **rationnement** sans qu'il y ait besoin de l'organiser officiellement (les importations de biens de consommation, en valeur courante, sont divisées par trois entre janvier-septembre 1973 et la période correspondante de 1975). D'autre part, on brade à l'extérieur le travail des Chiliens et la richesse du pays.

¹¹ 3% annuel en moyenne pour les 35 dernières années ; en 1975 le produit est descendu de 14 %

Par exemple, Orlando Saenz, ancien président de la confédération patronale, signalait que plus de la moitié de la production d'acier a dû être vendue à perte à l'étranger en 1975¹². De même, d'importantes entreprises propriétés de l'Etat sont rachetées à bas prix par des groupes nord-américains, japonais ou ouest-allemands.

Ainsi se dessine un « Chili nouveau » à la place que lui ont assignée les commanditaires du coup d'Etat : exportateurs de matières premières (cuivre, manganèse, molybdène, plomb, zinc, mercure, etc.), de produits intermédiaires (pâte à papier, bois, métal en lingots...), peuplé de masses déguenillées, mal logées, sous-alimentées, avec une petite classe dirigeante au mode de vie nord-américain ; ce que la Junte appelle « une économie ferme sur ses jambes ».

Grenoble, juillet 1976.

¹² « Aujourd'hui avec 70 % de la capacité de production utilisée, il faut exporter à perte plus de 50 % de la production » (« Chile-America », janvier-février 1976, p. 78).